

Développement économique

Quelle est notre part dans tout cela, monsieur l'Orateur? Entendez-vous jamais parler de notre part dans le secteur de la fabrication ou des pièces? Ni le gouvernement ni personne ne nous en parle. Si vous n'insistez pas, vous n'obtenez rien. Nous n'insistons pas, et par conséquent, nous n'obtenons rien.

Néanmoins, c'est ainsi que l'avenir se présente. C'est facile à prévoir. La société Ford a dit sans équivoque qu'elle espérait conclure très prochainement un accord avec Toyota. L'entente prévoit que les voitures Toyota et les pièces seront fabriquées aux États-Unis. La société AMC a déclaré qu'elle avait signé une entente semblable et qu'elle était sur le point de faire comme la société Toyota. Les petites voitures seront fabriquées sur le continent nord-américain, mais quelle sera notre partie du marché, monsieur l'Orateur? Quand verrons-nous le gouvernement s'attaquer à ce problème et à de nombreux autres du secteur manufacturier qui est très largement négligé et qui, dans une grande mesure, est contrôlé par les filiales ou les sociétés mères qui sont établies dans d'autres régions du monde, mais surtout aux États-Unis. Quand les choses ne vont pas bien chez elles, ces sociétés n'examinent pas les opérations de leurs sociétés au Canada pour y voir qu'elles sont bonnes et qu'elles désirent les poursuivre, elles préfèrent plutôt fermer leurs usines au Canada et les réinstaller près de la société mère parce qu'elles sont comptables au gouvernement et à la collectivité qui accueille le siège social.

Nous savons tous comment l'histoire se termine après avoir vu ce qui s'est passé au cours des derniers mois. Un certain nombre de sociétés ont plié bagages non pas parce qu'elles n'étaient pas rentables et que les travailleurs n'étaient pas productifs, non pas non plus parce que leurs produits ne trouvaient pas de marchés, mais parce qu'elles voulaient fabriquer leurs produits chez elles. On a privilégié l'économie des États-Unis. Voilà le genre de secteur manufacturier que nous avons, complètement démunis, sans fondement économique ni autres possibilités de pénétrer les marchés mondiaux. Le secteur manufacturier est influencé, sinon contrôlé par les ramifications extraterritoriales de la loi sur les sociétés. Je crois que c'est là une autre question que nous devrions étudier, monsieur l'Orateur.

Le tourisme est aussi un autre domaine auquel nous devrions accorder une certaine attention. Nous devrions profiter des énormes attractions touristiques naturelles qu'offre notre pays. L'autre jour, j'ai parcouru en voiture la route d'Ottawa à Hamilton et je n'ai pu m'empêcher de constater à quel point cette région du Saint-Laurent, de Brockville à Hamilton, était merveilleuse. C'est à en perdre le souffle, monsieur l'Orateur, et pourtant le gouvernement n'a pas de programme coordonné de promotion touristique. Il ne semble pas s'y intéresser et pourtant le tourisme pourrait amener beaucoup de capitaux au Canada et inverser certaines des tendances des touristes.

Bien sûr, on continue toujours de discuter d'énergie. Certains de nos collègues de l'Alberta et d'autres endroits parlent de la nécessité de s'aligner sur le cours mondial. Nous devons nous demander pourquoi. Ce n'est pas parce que quelqu'un en Arabie saoudite, en Iran, en Iraq ou en Égypte décide de nous tenir en otage que nous devrions payer la même rançon à notre propre famille. Il est bien évident que nous devrions faire ce que font ces autres pays pour développer leur industrie et leur économie. Nous devrions utiliser notre argent à ménager la transition nécessaire entre le pétrole, dont nous dépendons

tant, et d'autres sources d'énergie, mais ce n'est pas ce que nous faisons. Il faudrait parler d'un pipe-line Ouest-Est et non d'un pipe-line Nord-Sud.

Il devrait être question d'une politique énergétique intégrée, qui tienne compte non seulement des produits pétroliers, mais aussi de l'électricité et de tous les autres moyens de production d'énergie. Il nous faut une infrastructure qui permette le passage inévitable entre l'énergie d'origine pétrolière et des ressources plus facilement renouvelables. Mais ce n'est pas ce que nous faisons et il n'en est même pas question. Nous en sommes toujours à nous demander s'il faut payer \$36 le baril, ce qu'il faut faire avec cet argent, combien doit revenir aux sociétés, combien doit aller à l'Alberta et combien au Trésor fédéral, sans nous demander ce qui est le plus conforme aux intérêts du Canada tout entier.

Il y a d'autre part la question finances, et tous les problèmes qui ont été évoqués lors de l'examen récent de la loi sur les banques et de la façon dont les taux d'intérêt sont manipulés. Il y a des gens qui ont perdu leur maison à cause de cette manipulation, des gens qui ont perdu leur entreprise, faute de pouvoir financer leurs stocks.

La cherté de l'argent a virtuellement empêché toute expansion du côté industriel, parce que les gens n'ont pas les moyens d'en payer la facture. Cependant, le gouvernement n'annonce pas clairement sa politique budgétaire ou financière. Nous nous trouvons dans le vague engendré par l'inaction—l'inaction qui conduit à la léthargie, et la léthargie qui fait monter les coûts parce que ceux qui n'ont pas trop de scrupules profitent des circonstances.

Monsieur l'Orateur, je voudrais parler des choses que nous pourrions faire, et je serai bref. Il y a neuf sujets de préoccupation. Nous pourrions diviser la Chambre des communes en neuf comités et donner à chacun la charge...

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais il a épuisé son temps de parole. Il pourra poursuivre avec le consentement unanime de la Chambre.

Des voix: Non.

M. Roger Simmons (secrétaire parlementaire du ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie et ministre de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, dès que les gens du NPD auront réglé leur petit différend, nous passerons aux travaux de la soirée.

M. Wilson: Monsieur l'Orateur, pourrions-nous revenir à Ian?

M. Simmons: Je me rends compte que ce que le député du NPD était en train de dire était peut-être plus doux aux oreilles conservatrices que ce qu'ils m'entendront dire dans quelques minutes. Même le NPD est d'accord sur ce point, monsieur l'Orateur.

J'ai dû revenir à la motion pour savoir de quoi nous étions en train de débattre. J'ai écouté avec un certain intérêt cet après-midi et ce soir les porte-parole de l'opposition qui ont participé à ce débat. J'ai personnellement trouvé plutôt ardu d'essayer de trouver quel était le sujet à l'étude à partir de ce qu'ils ont déclaré. On n'a rien dit jusqu'ici qui m'ait laissé croire que nous parlions effectivement du fait que le gouvernement est accusé «de n'avoir pas élaboré et appliqué une politique cohérente de développement économique».